

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-03-19-00002

Arrêté de prescriptions complémentaires
modifiant l'arrêté préfectoral
n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022
concernant l'installation exploitée par la société
PROSERVE DASRI

ARRÊTÉ
de prescriptions complémentaires
modifiant l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022
concernant l'installation exploitée par la société PROSERVE DASRI
21 Rue des entrepreneurs – 78420 Carrières-sur-Seine

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, L. 511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024, modifiant l'article R. 516-1 du code de l'environnement, et ayant abrogé la nécessité de garanties financières pour les installations soumises à autorisation susceptibles, en raison de la nature et de la quantité de produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols et des eaux ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0106 du 27 janvier 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île de France approuvé le 21 novembre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2022 autorisant la Société PROSERVE DASRI à exploiter une installation de traitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ;

VU le courriel envoyé le 12 octobre 2023 par les services de la mairie de Carrières-sur-Seine, relayant les plaintes de riverains à propos d'odeurs nauséabondes et de fumées provenant de la société PROSERVE DASRI ;

VU le courriel de l'exploitant PROSERVE DASRI envoyé le 28 juin 2024 informant l'Inspection des Installations classées de la gêne de riverains ;

VU le rapport d'inspection du 19 août 2024, relatif à la visite d'inspection s'étant déroulé le 05 juin 2024 ;

VU la modification portée à la connaissance du préfet par la société PROSERVE DASRI le 15 juillet 2024, complétée le 16 décembre 2024 et le 03 janvier 2025, concernant l'exploitation d'une installation de collecte et de traitement par désinfection de DASRI ;

VU le rapport n°IDFP240067-24-52-R0 du 16 septembre 2024 réalisé par la société IRH Ingénieur Conseil, relatif au contrôle des rejets atmosphériques du site de PROSERVE DASRI à Carrières-sur-Seine ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 05 février 2025 ;

VU le courrier du 12 février 2025 notifié à l'exploitant le 17 février suivant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU le courrier de l'exploitant daté du 24 février 2025 et réceptionné par l'Inspection des Installations Classées le 03 mars 2025, faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le rapport n°IDFP240067-24-52-R0 du 16 septembre 2024 susvisé fait état d'une section de conduit différente de celle inscrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 pour les rejets atmosphériques des banaliseurs ECOSTERYL ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de réviser le nombre d'émissaires et les conditions de rejet et de surveillance de ces émissaires ;

CONSIDÉRANT que les effluents aqueux des banaliseurs ECODAS ne peuvent pas être rejetés dans le réseau d'eaux usées, compte tenu de leurs teneurs en DCO et en azote total qui dépassent les valeurs limites d'émission définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour des modélisations d'incendie de stockage de bacs de DASRI et de bennes à déchets ne conclut plus à la survenue d'effets dominos impactant le bâtiment process, compte tenu de la mise en place d'un compacteur et d'une benne fermée pour le stockage des banalisats issus des machines ECOSTERYL ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour des modélisations d'incendie de stockage de bacs de DASRI et de bennes à déchets indique également qu'aucun effet domino n'est identifié en cas d'incendie dans la benne fermée positionnée contre le bardage du bâtiment principal ;

CONSIDÉRANT que le risque d'un incendie engendré par des fumées chaudes se propageant dans le bâtiment à partir d'un départ de feu dans le caisson de compaction ou dans la trémie est limité, mais ne peut pas être totalement écarté ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir les prescriptions concernant le caractère coupe-feu des murs du bâtiment prévues à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2022 susvisé, notamment en ce qui concerne l'isolement des bennes du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ou éloignées d'une distance d'au moins 8m ;

CONSIDÉRANT que plusieurs plaintes ont été émises par les riverains au sujet des nuisances olfactives ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des capacités de traitement et de stockage de déchets peut engendrer des nuisances olfactives ;

CONSIDÉRANT que le rapport d'inspection du 19 août 2024 fait état de constats d'odeurs à l'extérieur du bâtiment de PROSERVE DASRI, au niveau de la benne de déchets banalisés et du compacteur ;

CONSIDÉRANT que l'installation de nouveaux équipements sur le site peut être à l'origine de nuisances sonores ;

CONSIDÉRANT que le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France approuvé le 21 novembre 2019 prévoit, en ce qui concerne l'origine géographique des DASRI, une acceptation de DASRI des régions limitrophes et non limitrophes en cas d'arrêts techniques des installations de traitement de ces régions ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'abroger les prescriptions relatives aux garanties financières auxquelles l'exploitant était soumis initialement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification décrit dans le dossier de porter à connaissance et dans les compléments susvisés ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dans ses observations sur le projet d'arrêté, l'exploitant demande de remplacer la partie de phrase de l'article 3 suivante « notamment des exutoires habituels des banalisats » par « notamment des exutoires habituels des DASRI » ;

CONSIDÉRANT que cette demande est motivée par le fait que les contraintes opérationnelles de l'exploitant surviennent lorsque les exutoires des DASRI sont indisponibles, et non ceux des banalisats ;

CONSIDÉRANT que dans ses observations sur le projet d'arrêté, l'exploitant souhaite que la modification de l'article 3 prévoit la possibilité de déroger temporairement à la quantité maximale de déchets entrants stockés sur le site en cas d'indisponibilité des exutoires DASRI ;

CONSIDÉRANT que cette demande est motivée par le fait que l'exploitant n'a la maîtrise ni de ses exutoires habituels de DASRI, ni des capacités de stockages des sites partenaires sur lesquels aurait pu être redirigés le flux de DASRI entrants ;

CONSIDÉRANT que dans ses observations, l'exploitant réitère ses demandes de modification des vitesses minimales d'éjection, de la liste de déchets générés par le fonctionnement normal des installations et de la liste des déchets admis (respectivement les articles 2.1.1, 6.2 et 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2022 susvisé) sans apporter des justifications suffisantes motivant ces demandes ;

CONSIDÉRANT que dans ses observations sur le projet d'arrêté, l'exploitant souhaite que la modification des articles 9 et 10 ne mentionne pas les compacteurs ;

CONSIDÉRANT que cette demande est motivée par l'absence de nécessité, d'un point de vue du risque incendie, de prescrire l'utilisation de compacteur et que cette demande est acceptable ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,

ARRÊTE:

ARTICLE 1^{ER} : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société PROSERVE DASRI, dont le siège social est situé sur la commune du KREMLIN-BICETRE (94270) au 93 avenue de Fontainebleau, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations sur la commune de CARRIERES-SUR-SEINE (78420), au 21 rue des Entrepreneurs, dans les conditions du présent arrêté et des arrêtés antérieurs qui demeurent applicables.

ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau des rubriques de l'article 1.2 « Nature des installations » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 est remplacé par le tableau de classement suivant :

«

N° de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
3510	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	- 2 banaliseurs ECOSTERYL 250 - 3 banaliseurs ECODAS	26 t/j	A
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793, 2795		/	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri des déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792, 2793	Stockage des déchets entrants	49 t	A
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1000 m ³ mais inférieur à 10000 m ³	Stockage emballages neufs et containers GE à l'extérieur	1500 m ³	D

»

ARTICLE 3 : CONSIGNES EN CAS D'INDISPONIBILITÉ DES EXUTOIRES

Le deuxième alinéa de l'article 1.9 « Consignes » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 est modifié comme suit :

[...]

« L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement, d'arrêt momentané ou d'indisponibilité notamment **des exutoires habituels des DASRI. Ces consignes devront a minima prévoir une information à l'Inspection des Installations Classées par courrier en cas d'indisponibilité des exutoires. Cette information explicitera les mesures prises par l'exploitant afin de limiter les inconvénients et impacts de ses installations pendant cette période d'indisponibilité.**

[...]

ARTICLE 4 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJETS

Les prescriptions de l'article 2.1.1 « Conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«

	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en mm	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°1	Banaliseur ECOSTERYL 1	11,3	200	Poussière et COV dont toluène, dichlorométhane	9600	10
Conduit n°2	Banaliseur ECOSTERYL 2	11,3	200	, éthanol et méthane	9600	10

Les conduits sont équipés de filtres à particules et de caisson de charbon actif.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs, notamment concernant le choix des fréquences de renouvellement, permettant de garantir l'absence de saturation des charbons actifs et des filtres.

L'exploitant réalise un suivi du poids des charbons actifs. Les résultats sont pris en compte pour l'élaboration des procédures de gestion, notamment de renouvellement, des charbons actifs. »

ARTICLE 5 : VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

Les prescriptions de l'article 2.2.2 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluants la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduits n°1 et n°2	
	Concentration mg/Nm3	Flux kg/h
Poussières, y compris particules fines	5	0,08
COVnm	110	5,25
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7b, en particulier le Dichlorométhane	20	Cf ci-dessous
COV à phrase de risque visés par l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7c, en particulier le Dichlorométhane	2	Cf ci-dessous

Valeurs limites exprimées en flux spécifiques :

Les flux totaux de toluène et dichlorométhane ne devront pas dépasser respectivement 1,66 kg/h et 3,5 kg/h. »

ARTICLE 6 : ODEURS

Après l'article 2.2.2 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites de polluants rejetés » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 est ajouté l'article 2.2.3 « Odeurs » suivants :

« 2.2.3 : Odeurs

2.2.3.1 : Étanchéité des flux de déchets banalisés

Les déchets banalisés ne sont pas stockés à l'air libre. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires afin de s'assurer que les contenants accueillant les déchets banalisés et les circuits de transfert de ces déchets sont en permanence couverts, de la sortie des banaliseurs jusqu'à l'évacuation des déchets hors du site, de façon à limiter les nuisances olfactives.

2.2.3.2 : Gestion des odeurs

L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

2.2.3.3 Surveillance des odeurs

Au plus tard trois mois après la mise en fonctionnement d'un quatrième banaliseuse sur le site et que les prescriptions de l'article 4.1 du présent arrêté sont respectées, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent une surveillance des odeurs imputables au site, selon les modalités

du point IV de l'annexe 2 de l'arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Cette surveillance est effectuée dans des conditions représentatives du fonctionnement nominal de l'installation.
Les résultats de cette surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 7 : EFFLUENTS AQUEUX DES BANALISEURS ECODAS

Après l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022, est ajouté l'article 3.6 suivant :

« 3.6 : Effluents aqueux des banaliseurs de technologie ECODAS

« Les eaux de process provenant des banaliseurs de technologie ECODAS sont récupérées dans une cuve de stockage, placée sur rétention. Cette cuve est régulièrement pompée et le contenu de la cuve constitue un déchet qui est éliminé dans des installations dûment autorisées à cet effet et en satisfaction aux dispositions définies au titre 6 « Prévention et gestion des déchets » du présent arrêté. »

ARTICLE 8 : SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES

Les prescriptions de l'article 2.3.1 « Surveillance des rejets dans l'atmosphère » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«

L'exploitant assure une surveillance des rejets 1 et 2 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit		
Poussières		
COVnm		
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7b, en particulier le Dichlorométhane	Semestrielle	Semestrielle
COV à phrase de risque visés par l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7c, en particulier le Dichlorométhane		

L'exploitant procède également à un suivi microbiologique annuel de ses rejets atmosphériques. Le choix des paramètres de suivi devra être justifié au minimum lors du premier contrôle ainsi qu'à chaque changement de programme de suivi. Ce suivi annuel s'appuie notamment sur les tests prévus à l'article 71.10 du présent arrêté. »

ARTICLE 9 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les dispositions de l'article 6.1 « Conception des installations » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les déchets désinfectés (banalisés) sont stockés dans un maximum de 2 bennes de 30m³ chacune, étanches et à l'abri des précipitations. Ces bennes sont soit isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ou éloignées d'une distance d'au moins 8m. A défaut, l'exploitant met à jour l'étude de dangers de son site en cas de modification des modalités de stockage des déchets.

Les déchets sont régulièrement évacués vers des filières de traitement et d'élimination autorisées pour les recevoir.

Les déchets désinfectés ne peuvent pas faire l'objet d'une valorisation matière ou d'un recyclage. »

ARTICLE 10 : LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

Les dispositions de l'article 6.3 « Limitation du stockage sur site » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur site
Déchets non dangereux	Déchets de types ménagers issus du pré-traitement : 2 bennes de 30 m ³ chacune, étanches
	Déchets d'emballage (papier, carton, plastique) : 1 benne de 6 tonnes
	DASRI et assimilés : 49 tonnes
Déchets dangereux	Boues des séparateurs à hydrocarbures : 30 m ³

»

ARTICLE 11 : ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS ADMISSIBLES

Les dispositions de l'article 6.4.3 « Consignes » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les déchets admissibles sur le site proviennent de la région Île-de-France et de ses régions limitrophes, à savoir les régions Normandie, Hauts-de-France, Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté et Centre-Val de Loire.

Par ailleurs, en cas d'indisponibilité des exutoires des agences PROSERVE DASRI en région, l'origine géographique des déchets peut être étendue uniquement pour les déchets venant des activités des agences PROSERVE DASRI, sans que cela n'entraîne de dépassement de la quantité maximale autorisée de déchets stockée sur site. L'exploitant devra être en mesure de justifier de l'indisponibilité des exutoires, et prévenir l'Inspection des Installations Classées par courrier simple en cas de réception sur site de déchets en provenance de régions non limitrophes à l'Île-de-France. »

ARTICLE 12 : MESURES DE BRUIT

L'exploitant fait réaliser, par un organisme qualifié, des mesures de bruit dans des conditions représentatives de l'exploitation nominale, dans les six mois suivant la mise en fonctionnement d'un quatrième banaliseuse et la mise en place des moyens permettant de respecter les prescriptions de l'article 9 du présent arrêté. Ces mesures doivent être effectuées conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement.

De plus, un audit acoustique est effectué à chaque modification significative des conditions d'exploitation susceptibles de modifier l'impact sonore.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 13 : GARANTIES FINANCIÈRES

L'article 1.5 « garanties financières » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 est abrogé.

ARTICLE 14 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Carrières-sur-Seine où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Carrières-sur-Seine dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 15 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.512-7 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 16 : OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 17 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le maire de Carrières-sur-Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 19/03/2025

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale des Yvelines,

signé
Delphine DUBOIS